



**PRÉFET
DU BAS-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement Grand Est**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 30 SEP. 2025

mettant en demeure la société SUEZ RR IWS SOLUTIONS
de respecter des dispositions relatives à l'aménagement et à l'exploitation
du centre de transit de déchets industriels
relevant de la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement
qu'elle exploite 16 rue du Ried à Herrlisheim (67850)

AIOT : 0006701924

**LE PRÉFET DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFET DU BAS-RHIN**

- VU** le code de l'environnement et notamment son article L.171-8 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 02 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 04 mai 1998 autorisant l'exploitation d'un centre de transit de déchets industriels à Herrlisheim ;
- VU** le rapport d'inspection du 10 juillet 2025 relatif à la visite du 25 juin 2025 du centre de transit de déchets industriels relevant de la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement exploité par la société SUEZ RR IWS SOLUTIONS situé 16 rue du Ried à Herrlisheim (67850) ;
- VU** le courrier de la société SUEZ RR IWS SOLUTIONS du 31 juillet 2025 en réponse au rapport de contrôle du 10 juillet 2025 relatif à la visite du 25 juin 2025 ;

CONSIDÉRANT que, au mépris de l'article 4 II. de l'arrêté du 02 février 1998 susvisé, l'exploitant n'a pas procédé à l'entretien et à l'examen périodique des canalisations de transport de fluides insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être et n'a pas contrôlé leur étanchéité ;

CONSIDÉRANT que, par courrier du 31 juillet 2025 susvisé, la société SUEZ RR IWS SOLUTIONS a transmis un calendrier de réalisation des entretiens et examens en vue du retour à la conformité mais que les actions correctives n'ont pas encore été réalisées ;

CONSIDÉRANT que, au mépris de l'article 8 de l'arrêté préfectoral du 04 mai 1998 susvisé, la société SUEZ RR IWS SOLUTIONS ne procède pas à l'aspiration et au traitement des effluents gazeux dans l'atelier de stockage « vrac » ;

CONSIDÉRANT que, par courrier du 31 juillet 2025 susvisé, la société SUEZ RR IWS SOLUTIONS n'a pas apporté d'éléments permettant d'attester de l'absence de rejets canalisés ou du respect des valeurs limites d'émissions de COV et autres polluants émis à la sortie de la conduite de rejets des effluents gazeux des cuves du hall de stockage « vrac » ;

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement : « I.- Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements,

opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. » ;

APRÈS échange contradictoire avec l'exploitant sur le rapport des services de l'inspection des installations classées ;

SUR PROPOSITION du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,

ARRÊTE

Article 1 : mise en demeure

La société SUEZ RR IWS SOLUTIONS dont le siège social est situé 16 place de l'Iris à Courbevoie (92400) dont le centre de transit de déchets industriels relevant de la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement qu'elle exploite se trouve 16 rue du Ried à Herrlisheim (67850) est mise en demeure de respecter, dans **un délai de 6 mois** à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions ci-après :

- de l'article 4 II. de l'arrêté ministériel du 02 février 1998 susvisé :

« (...) II. Les canalisations de transport de fluides insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches, curables et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité en cas de risque de pollution.(...). »

- de l'article 8 de l'arrêté préfectoral du 04 mai 1998 susvisé :

« L'émission dans l'atmosphère de fumées, de buées, de suies, de poussières ou de gaz ne doit pas incommoder le voisinage, nuire à la santé ou à la sécurité publique, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et au caractère des sites. Cette disposition est applicable aux effluents gazeux captés dans les ateliers, aux buées, fumées et autres émanations nuisibles ou malodorantes.

Les systèmes de captation seront conçus et réalisés de manière à optimiser la captation des gaz, vapeurs, vésicules et particules émis par rapport au débit d'aspiration.

Les effluents ainsi aspirés seront traités au moyen des meilleures technologies disponibles (laveurs, dépoussiéreurs, dévésiculeurs, filtres...). (...) »

Article 2 : mesures de publicité

En application des dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement et en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin, pendant une durée minimale de deux mois.

Article 3 : sanctions administratives

Faute pour l'exploitant de se conformer aux prescriptions de la présente mise en demeure, il peut être fait, indépendamment des sanctions pénales encourues, application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 : voies et délais de recours

La présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Strasbourg (31 avenue de la Paix - BP 51038 - 67070 Strasbourg cedex), ou sur le site www.telerecours.fr, par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

Article 5 : exécution

- Le sous-préfet de Haguenau - Wissembourg,
- la secrétaire générale de la préfecture du Bas-Rhin,
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société SUEZ RR IWS SOLUTIONS, par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée au maire de la commune de Herrlisheim.

Le préfet,

Pour le Préfet et par délégation,

la secrétaire générale,
Maxime AHRWEILLER ADOUSSO



